



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

L'innovation sociale et l'action communautaire comme facteurs d'une gentrification socialement acceptable. Le cas de Madeleine Champs-de-Mars à Nantes et Hochelaga à Montréal

Mlle Leila GHAFFARI

Université du Québec à Montréal Doctorant
405, Rue Sainte-Catherine Est H2L 2C4 Montréal Etudes Urbaines Canada
ghaffari.leila@gmail.com +1(514)451-0858

Mr Juan-luis KLEIN

Université du Québec à Montréal Professeur
405, Rue Sainte-Catherine Est H2L 2C4 Montréal Géographie Canada
klein.juan-luis@uqam.ca +1(514) 987-3000 poste 8909

Mr Abdelillah HAMDouch

Université François Rabelais de Tours Professeur
35, Allée Ferdinand de Lesseps 37200 Tours Département Aménagement et
Environnement France
abdel-illah.hamdouch@univ-tours.fr 02 47 36 14 56

Référence à la session / reference to the session

B2- Capital social et capital territorial, C2- Programmes communautaires, C8- Plan et politiques de requalification urbaine, E7- Institutions, gouvernance et développement local, F5- Innovation et nouvelle technologie

Résumé / Summary

En séparant la notion de la gentrification de ces effets négatifs, nous pouvons imaginer une gentrification socialement acceptable où les quartiers profitent des avantages de la gentrification tout en limitant ses effets négatifs (Shaw, 2005). Comme Lees et al. (2008) l'affirment, il faut être en même temps critique et constructif face à la gentrification, car elle semble être inévitable dans le contexte actuel et la solution est d'en faire un processus démocratique et égalitaire. Nous suggérons même que la gentrification peut devenir un moyen de résilience dynamique des quartiers défavorisés et donc nécessaire. Dans le contexte d'une gentrification « gérable » (Freeman, 2005) ou « socialement acceptable », « une renaissance urbaine socialement juste doit chercher à contrer les aspects négatifs de la gentrification ; cela nécessite le soutien actif des gouvernements locaux et nationaux et une action politique engagée des communautés et des organisations » (Lees et al., 2008 : xxiv). Ce soutien des gouvernements comporte la consultation réelle des communautés

locales pour la régénération des quartiers (Lees et al., 2008). Selon Hyra (2015 : 1768), « le maintien de l'équité politique et des équilibres de pouvoir entre les résidents de longue date et les nouveaux résidents dans les quartiers en transition pourrait être important pour s'assurer que les résidents de longue date profitent et prospèrent alors que leur quartier revitalise autour d'eux ».

L'acceptabilité sociale de la gentrification s'inscrit dans un processus de revitalisation urbaine négociée. Dans un contexte des contraintes budgétaires et d'économies dirigées par le marché, l'acceptabilité sociale de la gentrification devient un enjeu important d'innovation sociale, et cela tant sur le plan politique (Richez-Battesti et Vallade, 2012) que sur le plan social et économique (Bouchard, 2007). Sur le plan politique, l'innovation sociale peut être une orientation pour la coconstruction d'une revitalisation urbaine qui passe par « l'interconnaissance ; par la reconnaissance des acteurs entre eux et par l'intensification de leurs liens » (Richez-Battesti et Vallade, 2012 : 280) afin de « contrebalancer les relations contrariantes de pouvoir » (Moulaert et Nussbaumer, 2014 : 94). Cet aspect devient primordial dans un contexte où les pouvoirs publics perdent leur capacité de représenter les citoyens (Klein et al., 2014 : 8). Sur le plan social, tandis que la gentrification peut nuire aux liens sociaux déjà construits, l'innovation sociale peut reconstruire les liens sociaux brisés (Klein et al., 2014). Dans le contexte d'une revitalisation urbaine négociée, il faut cibler la satisfaction des besoins (Moulaert et Nussbaumer, 2014) et la préservation des droits. Dans le processus de négociation, la communauté est très souvent dominée par les autres parties prenantes et il faut une mobilisation pour que les citoyens soient pris en compte dans le processus de transformation des quartiers. Dans ce cadre, à notre sens, les organisations communautaires (ou les associations représentatives de la société civile) « procurent aux acteurs locaux le capital socioterritorial qui leur permet d'avoir un rôle décisif » (Klein et al., 2015 : 182-183) dans la mise en œuvre d'un processus de requalification.

Dans cette communication, dans un premier temps, nous poserons les bases théoriques de ce que nous appelons la gentrification socialement acceptable dans le but d'établir l'importance de l'innovation sociale et l'action communautaire dans ce processus. Dans un deuxième temps, nous mettons en évidence le tissu communautaire de Madeleine Champs-de-Mars à Nantes et de Hochelaga à Montréal pour voir comment la mobilisation des résidents peut devenir le facteur qui permet à la communauté de participer au processus de négociation. La communication s'appuiera sur une recherche archivistique sur les médias locaux et régionaux, en voyant les médias en tant qu'agent de socialisation qui dessinent le portrait des réactions sociales et des mobilisations des citoyens.

Mots clés : la gentrification, l'acceptabilité sociale, l'innovation sociale, la résilience territoriale, la requalification urbaine.

Bibliographie / Bibliography

Références bibliographies :

Bouchard, M. J. (2007) « Les défis de l'innovation sociale en économie sociale », Dans Klein, J.-L. et D. Harrisson (Dir) Innovations sociales et transformations sociales, Presse de l'Université du Québec.

Cameron, S. (2003). Gentrification, housing redifferentiation and urban regeneration: 'going for growth' in Newcastle upon Tyne. *Urban Studies* 40(12), pp. 2367-2382.

Davidson, M. (2009). Displacement, space and dwelling: Placing gentrification debate. *Ethics, Place and Environment* 12(2), pp. 219-234.

Freeman, L. (2005). Displacement or succession? Residential mobility in gentrifying neighborhoods. *Urban Affairs Review* 40(4), pp. 463-491.

Glass, R. (1964). Introduction to London: Aspects of Change Centre for Urban Studies. London: Oxford. [reprinted in Glass R, 1989 Clichés of Urban Doom: Blackwell, Oxford, pp 132- 158.]

Hamdouch, A. (2015), « Transformation urbaine durable, planification à long terme et gouvernance participative : Problématisation et éclairages à partir du cas de Stockholm », dans Forest, J. et Hamdouch, A. (dir.) Quand l'innovation fait la ville durable, Lausanne : Presse polytechniques et universitaires Romandes.

Hyra, D. (2015). The back-to-the-city movement: Neighbourhood redevelopment and processes of political and cultural displacement. *Urban Studies* 52(10), pp. 1753-1773.

Klein, J.-L., Laville, J.-L. et Moulaert, F. (2014), *l'innovation sociale*. Paris : érès.

Klein, J.-L., Tremblay, D.-G. et Rochman, J. (2015) « La durabilité urbaine revue à l'aide de la revitalisation d'un quartier à Montréal : Le cas de Mile End », dans Forest, J. et Hamdouch, A. (dir.) *Quand l'innovation fait la ville durable*, Lausanne : Presse polytechniques et universitaires Romandes.

Lees, L., Slater, T. et Wyly, E. (2008) *Gentrification*. New York : Routledge.

Marcuse, P. (1985). To control gentrification: Anti-displacement zoning and planning for stable residential districts. *Review of Law & Social Change* XIII: 931-952.

Moulaert, F. et J. Nussbaumer (2014) « Pour repenser l'innovation : vers un système régional d'innovation sociale », Dans Klein, J.-L, J. L Laville et F. Moulaert (Dir) *L'innovation sociale*, Toulouse, ÉRÈS, pp : 81-114

Richez-Battesti, N. et Vallade, D. (2012), « Vers une politique publique de soutien à l'innovation sociale comme processus d'endogénéisation de l'attractivité du territoire ? », dans Hamdouch, A., Depret, M.-H. et Tanguy, C. (dir.) *Mondialisation et résilience des territoires, Trajectoires, dynamiques d'acteurs et expériences*, Québec : Presse de l'Université du Québec.

Rose, K. (2002). Combating gentrification through equitable development. *Race, Poverty, and the Environment* 4(1), pp. 5-8.

Shaw, K. (2005). Local limits to gentrification: implications for a new urban policy. In Atkinson R and Bridge G (eds) *Gentrification in a global context: the new urban colonialism*. London: Routledge, pp.168-184.